

VILLE D'ESBLY  
DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE



CANTON DE SERRIS  
Arrondissement de Torcy  
77450

## EXTRAIT du Registre des Arrêtés du Maire

N° 2024-105

**OBJET : AUTORISANT LA RÉALISATION DE FOUILLES, SUR TROTTOIR, AU DROIT DU 66 AVENUE FOCH (RD5) DANS LE CADRE D'UNE MISE EN PLACE D'UN POTELET D'ARRET DE BUS PAR L'ENTREPRISE EIFFAGE ENERGIE DU 15 MAI AU 15 JUIN 2024.**

-oOo-

**Le Maire de la Ville d'ESBLY,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1 et L 2213-2 ;

VU le Code de la Route notamment les articles L 411-1 à L 411-7, R417-1, R 417-9, R 417-10 et les décrets subséquents ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – Livre I – huitième partie « signalisation temporaire » approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992;

VU le règlement de voirie approuvé par le Conseil Municipal d'Esby en séance du 04 octobre 2018 ;

**CONSIDÉRANT** la demande du 04 avril 2024 de la société EIFFAGE Energie sise 8 bis Avenue Joseph Paxton à FERRIERES EN BRIE (77164) ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient au Maire, investi du pouvoir de police, de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique et du personnel travaillant sur ce chantier ;

### ARRÊTE

**Article 1** : L'entreprise EIFFAGE ENERGIE est autorisée à réaliser des fouilles, sur trottoir, de 50 cm de profondeur et 40 cm de longueur et largeur, Avenue Foch (RD5), du n°45 au n°47, et du n°66 au n°68, du 15 mai au 15 juin 2024 ;

**Article 2** : L'entreprise devra impérativement respecter la période précitée, du **lundi au vendredi, de 9h00 à 17h00**. Les travaux ne seront pas autorisés le week-end. En cas d'infraction, une verbalisation et une procédure pourront être engagées.

**Article 3** : Lors de ces travaux, la circulation des véhicules restera inchangée et la vitesse limitée à 30 km/h, dans la zone balisée des travaux. La continuité de circulation des piétons de manière sécurisée devra être assurée.

.../...

**Article 4** : Les véhicules ou engins de travaux publics appelés à intervenir sur le chantier devront circuler sous la responsabilité de la société, avec arrêt de la circulation, si nécessaire, afin de ne pas compromettre la sécurité des usagers.

**Article 5** : Le stationnement sera interdit au droit de la zone d'intervention. Les riverains concernés par l'interdiction devront être informés en amont. Les véhicules en infraction seront verbalisés et pourront faire l'objet d'un enlèvement par la fourrière ;

**Article 6** : L'Entreprise **EIFFAGE ENERGIE** prendra les mesures réglementaires pour avertir la présence des travaux aux usagers de la voie publique, notamment en implantant des panneaux de signalisation conformes à l'arrêté du 6 décembre 2011, modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes. Elle devra informer les automobilistes et les riverains, au préalable, de la gêne occasionnée. La signalisation et le balisage seront implantés par l'entreprise qui **devra afficher le présent arrêté sur le site.**

**Article 7** : Un constat des lieux avant et après-travaux sera établi entre la commune et l'entreprise **EIFFAGE ENERGIE** qui devra réaliser les travaux de nettoyage et de réfection, si nécessaire, dès la fin du chantier conformément au règlement de voirie susvisé. Il est interdit de pousser tous éléments dans le caniveau ou jusqu'aux grilles ou avaloirs avoisinants. La commune se réserve le droit de lancer une procédure contre l'entreprise si la remise en état des lieux s'avère insuffisante ;

**Article 8** : La police municipale sera habilitée à prendre toutes les dispositions nécessaires, complémentaires ou modificatives du présent arrêté pour garantir la sécurité du public et le bon déroulement des travaux ;

**Article 9** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

**Article 10** : Ampliation du présent arrêté sera transmise à/au(x) :

- La Brigade de Gendarmerie d'ESBLY,
- La Caserne des Pompiers de SAINT GERMAIN SUR MORIN,
- L'entreprise EIFFAGE ENERGIE,
- M. le Directeur Général des Services,
- Responsable des Services Techniques,
- La Police Municipale,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Esbly, le 29 avril 2024

Le Maire

Ghislain DELVAUX



*Le Maire,  
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire  
du présent acte, compte-tenu de sa notification et de  
sa publication, le*

**- 7 MAI 2024**